



Netanyahu veut la guerre et l'extermination des Résistants

Les militaires israéliens et la torture

Un énième cas de torture réalisée par l'armée d'occupation

Un détenu de la Bande de Gaza a été victime d'un viol en réunion perpétré par des soldats israéliens à la prison de Sde Teiman, dans le sud d'Israël, le « Guantanamo israélien ». Citant une source des services de sécurité, la société de radiodiffusion publique israélienne KAN a indiqué que le détenu avait été transporté à l'hôpital avec de graves blessures à une partie intime de son corps, qui ont entraîné son incapacité à marcher.

Devant l'ampleur des sévices, l'armée israélienne s'est vue contrainte d'interpeller 10 soldats afin de les interroger sur ces horribles sévices.

Les mauvais traitements, dont les viols, sont récurrents dans les geôles sionistes. Il y a quelques années, la Cour Suprême israélienne avait autorisé le recours à la torture dans certaines situations. L'Occident qui donne à l'État sioniste le « droit de se défendre » n'a jamais condamné ces pratiques, pourtant bien connues. Et nos *media* au service des multinationales occidentales n'en ont pas pipé mot.

Pourtant, depuis le début de l'offensive israélienne contre la Bande de Gaza, plusieurs rapports ont fait état de graves abus commis à l'encontre de détenus palestiniens dans ce tristement célèbre centre de détention. L'armée israélienne a incarcéré des milliers de Palestiniens, dont des femmes, des enfants et des médecins, depuis le 7 octobre 2023. Elle a libéré des dizaines de détenus palestiniens de Gaza au cours des derniers mois, dans un état de santé dégradé et avec des marques de torture sur le corps.

Les fascistes israéliens au secours des coupables

Pourtant, un certain nombre de sionistes ne tolèrent même pas la mise en accusation de ces soldats.

Des dizaines d'Israéliens ont fait irruption, lundi 29 juillet au soir, dans le bâtiment du tribunal militaire israélien de la base militaire de Beit Lid, dans le centre d'Israël, pour protester contre l'arrestation de soldats accusés de cette agression sexuelle. Selon le quotidien israélien *Haaretz*, environ 200 militants d'extrême droite ont pris d'assaut le tribunal où sont détenus les soldats accusés. Il ajoute que les gardes n'ont pas réussi à empêcher les manifestants, dont des soldats masqués, de pénétrer dans l'enceinte du bâtiment. Parmi les manifestants figuraient des personnes masquées et armées, ainsi que des députés fascistes de la Knesset, Zvi Sukkot, Tally Gotliv et Yitzhak Kroizer, tous membres des partis de la coalition gouvernementale.

Plusieurs ministres fascistes ont apporté leur soutien à ces manifestants. Celui des Finances, Bezalel Smotrich, a décrit les soldats suspects comme des « guerriers héroïques », tandis que celui de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, qui gère les prisons où sont détenus les Palestiniens, les a qualifiés de « meilleurs héros ». Il a aussi qualifié ces arrestations de « honteuses ». A l'image de ces déclarations, nombre de manifestants présents devant la base de Beit Lid évoquaient les « héros » qui, à ce titre ne peuvent être accusés de quoi que ce soit s'il s'agit de torture contre des Palestiniens.

Si le chef de l'armée, le général Herzl Halevi a réagi : « *S'introduire dans une base militaire et y troubler l'ordre est un comportement grave qui n'est en aucun cas acceptable* », le député Yuli Edelstein, président de la commission des Affaires étrangères et de la sécurité de la Knesset, important membre du Likoud, a, lui, déclaré « *Nos soldats ne sont pas des criminels et cette poursuite ignoble de nos soldats est inacceptable pour moi* ».

Une preuve s'il en fallait, que cette justification des tortures infligées à des prisonniers palestiniens n'est pas le seul fait de quelques colons fanatisés, mais couvre un spectre bien plus large de la société sioniste.

Les événements du Golan

12 morts sur le Golan syrien occupé

Samedi 27 juillet, 12 jeunes de la communauté druze du Golan syrien occupé par l'armée sioniste ont été touchés par un tir de roquette venu du Liban dans le village de Majdal Chams et en sont morts. Washington et l'État sioniste ont accusé le Hezbollah, qui a nié avoir lancé cette roquette.

Occupée depuis 1973, cette partie du plateau du Golan qui appartient à la Syrie a été annexée de manière illégale par Israël. La population qui y vit est majoritairement composée de Druzes, des Arabes au rite particulier, ni chrétien, ni musulman. Il existe des Druzes israéliens, vivant sur le sol de l'État sioniste, qui sont des citoyens israéliens de seconde zone, avec la mention druze sur leur carte d'identité. Mais les Druzes du Golan, sont massivement restés de nationalité syrienne, même après la guerre organisée par les impérialistes occidentaux en Syrie, qui a vu quelques-uns d'entre eux devenir à leur tour citoyens israéliens.

Nouvelle provocation et nouveau crime des sionistes

Le premier ministre israélien, de retour des États-Unis, s'était rendu sur le Golan dans une opération de communication dont il est friand. Malheureusement pour lui, là comme à Tel Aviv où il est régulièrement conspué par les manifestants pour sa politique guerrière qui empêche le retour des otages, des dizaines de résidents de Majdal Shams se sont rassemblés contre lui, certains criant « *meurtrier, meurtrier* ». Interrogé par l'AFP, un habitant druze, Kamil Khater, a expliqué : « *Au Golan nous voulons seulement la paix. Que Netanyahu rentre chez lui ! C'est à cause de lui que la guerre a éclaté* ».

Benjamin Netanyahu a juré lundi 29 juillet d'apporter une « *réponse sévère* » à ce tir de roquette. Et mardi 30, une roquette israélienne a frappé un immeuble de Haret Hreikr, quartier de la banlieue sud de Beyrouth, densément peuplé. Les sionistes visaient Fouad Chokr, un important commandant de la milice armée du Hezbollah. Si Israël affirme l'avoir tué, l'Agence nationale d'information du Liban tire un bilan de 4 morts (2 femmes et 2 enfants) et de 77 blessés.

Pourtant, après la visite de Netanyahu à Majdal Shams, les dirigeants druzes du Golan ont publié un communiqué dans lequel ils soulignent que « *la tragédie est immense, l'impact est douloureux et la perte est partagée par tous les foyers du Golan* ». Mais, en raison de la doctrine druze qui « *interdit le meurtre et la vengeance sous quelque forme que ce soit, nous rejetons le fait de verser ne serait-ce qu'une goutte de sang sous le prétexte de venger nos enfants* », ajoutent-ils.

Lors d'une interview à la chaîne qatarie Al-Jazeera, Walid Joumblatt, le leader du PSP, Parti Socialiste Progressiste, considéré comme le chef de la communauté druze du Liban, a estimé que Tel Aviv « *ment* » et que le Hezbollah « *respecte les règles d'engagement dans ses opérations et riposte lorsqu'Israël les enfreint* ». Pour lui, Netanyahu « *ne peut être dissuadé (de poursuivre cette guerre) que si les États-Unis cessent de lui fournir des armes et des munitions* ».

Risque d'extension du conflit

Après cette frappe israélienne, le risque d'extension du conflit est plus présent que jamais. Assurant craindre une guerre à grande échelle, plusieurs compagnies aériennes occidentales, dont Air France et Lufthansa, ont suspendu leurs vols vers Beyrouth. Le Royaume-Uni a conseillé lundi à ses ressortissants de quitter le Liban.

Le ministre libanais des Affaires étrangères, Abdallah Bou Habib, a calmé le jeu : « *N'importe quelle guerre contre le Liban va se répandre dans toute la région, et Israël subira des pertes* », a-t-il précisé sur la chaîne Sky News. Selon Al-Qahira News, Beyrouth a appelé les États-Unis à exhorter Israël à se maîtriser au milieu des tensions régionales. Malgré les voix des fascistes de sa coalition qui prônent la guerre totale, Benjamin Netanyahu se contente de profiter de l'avantage politique qu'il pourrait tirer de la situation. Malgré l'ovation reçue devant le Congrès américain, boycottée par la moitié des élus démocrates, il sait que ses visions pour Gaza ne sont pas forcément les mêmes que pour le grand allié, dont il a besoin en fournitures d'armes notamment. Il devrait donc se contenter au Liban de frappes nombreuses mais ciblées. Plus que l'extension, c'est probablement la poursuite de la guerre le plus longtemps possible qu'il vise.

Les impérialistes et leurs valets préparent l'après-guerre à Gaza

La position de Netanyahu

Dans son discours, prononcé le 24 juillet devant le Congrès des États-Unis, le premier ministre sioniste a livré le fond de sa pensée. Il a d'abord déclaré que la guerre à Gaza serait terminée demain si le Hamas « *se rend, désarme et renvoie tous les otages* ». Mais si ce n'est pas le cas, Israël se battra jusqu'à la destruction pure et simple de l'organisation palestinienne. « *Ma vision pour ce jour est d'une Gaza démilitarisée et déradicalisée* », a-t-il souligné. Israël « *ne cherche pas à se réinstaller à Gaza* », a-t-il affirmé, « *mais doit maintenir un contrôle de sécurité général pour l'avenir. (...) Gaza devrait avoir une administration civile dirigée par des Palestiniens qui ne cherchent pas à détruire Israël* ». Toutes les organisations palestiniennes quelles qu'elles soient étant considérées par lui et le Likoud comme « *terroristes* », il ne reste plus qu'à trouver des potentats locaux, comme

c'était le cas dans les années 1950, dénués de toute velléité d'autodétermination, ou alors il met en avant un écran de fumée et se prépare à organiser, selon les avis de ses alliés fascistes, la recolonisation de Gaza et son annexion directe. Et, s'il ne l'a pas dit clairement, pour la Cisjordanie, l'avenir serait l'annexion.

Les grenouillages des USA et de certains pays arabes

Le 18 juillet, une réunion secrète, révélée par Axios News, a réuni, à Abu Dhabi, le ministre émirati des Affaires étrangères, Abdullah bin Zayed (ABZ), le principal conseiller de Joe Biden pour le Moyen-Orient, Brett McGurk, et le ministre israélien pour les Affaires stratégiques, Ron Dermer. Le but de cette rencontre : étudier les différents scénarios possibles pour « *le jour d'après* », c'est-à-dire après la fin de la guerre dans la bande de Gaza. L'envoyée spéciale d'ABZ, Lana Nusseibeh, signalait le même jour dans le Financial Times que les Émirats arabes unis étaient prêts à déployer une force armée (l'Égypte a donné son accord) dans la bande de Gaza après la guerre, avec d'autres partenaires arabes et sous la direction des USA. Cette monarchie du Golfe, qui a normalisé ses relations avec Israël en 2020 dans le cadre des accords d'Abraham, montre ainsi qu'elle entend jouer un rôle actif dans les affaires proche-orientales. Les USA ne seraient pas contre une réinstallation de membres de l'Autorité Palestinienne à Gaza, mais à condition de les choisir. Or, le conseiller du président des Émirats arabes unis, Mohammed ben Zayed (MBZ), n'est autre que Mohammed Dahlan, ancien chef de la sécurité préventive dans la bande de Gaza. C'est lui qui, en 2007, avec ses hommes, avait affronté sans succès le Hamas. Par la suite, il avait été exclu du Fatah, le parti de Mahmoud Abbas, et accusé d'avoir détourné des millions de dollars. Dahlan ne cache pas ses ambitions, notamment celle de remplacer l'actuel président de l'AP, avec l'aide des Émirats arabes unis et des USA.

Les Palestiniens, grands absents des tractations

Le grain de sable dans cette machine qui se veut bien huilée, malgré les désaccords entre Israël et les États-Unis, ce sont les Palestiniens à qui on ne demande pas leur avis, y compris les potentats de l'AP à Ramallah, que l'on invite parfois, mais juste en tant que pots de fleurs. Or, le 23 juillet, nous l'avons dit la semaine dernière, quatorze organisations palestiniennes ont, à Pékin, approuvé une déclaration appelant à la formation d'un gouvernement d'unité palestinienne qui superviserait la Cisjordanie, Jérusalem et la bande de Gaza et qui organiserait des élections. Dans les faits, cet accord bloque les efforts israéliens pour créer une sorte de structure collaborative contre les intérêts palestiniens. Un casse-tête pour les États-Unis et certains pays arabes puisque ce gouvernement d'unité nationale serait également soutenu par le Hamas.

L'assassinat d'Ismaël Haniyeh

Second assassinat pour les sionistes

C'est dans ce contexte que mercredi 31 juillet, Israël a commis un second acte meurtrier en lançant une roquette sur la résidence à Téhéran du chef du bureau politique du Hamas, Ismaël Haniyeh, qui est mort ainsi qu'un de ses gardes du corps dans l'attentat.

Cet acte injustifiable a suscité des réactions indignées marquant la crainte d'une extension générale du conflit.

Ancien ambassadeur de France en Jordanie, a déclaré au Figaro : « L'assassinat du chef du Hamas est une marche de plus vers un embrasement au Moyen-Orient. ».

« *L'occupation est responsable de cet attentat et les États-Unis en portent également la responsabilité* », a déclaré dans la foulée un haut responsable du Hamas, Taher al-Nounou.

Réactions internationales

En Iran, le président Massoud Pezeshkian a fustigé les sionistes d'avoir tué Ismaël Haniyé, venu assister à sa cérémonie d'investiture dans la capitale Téhéran, et déclaré : « *La République islamique d'Iran défendra son intégrité territoriale, son honneur, sa fierté et sa dignité, et fera regretter aux envahisseurs terroristes leur acte lâche* ».

Mahmoud Abbas, le Qatar, la Chine, la Russie, la Turquie, la Jordanie, l'Irak, l'Égypte, la Syrie et le Hezbollah ont notamment condamné cet assassinat. Le ministre des Affaires étrangères syrien a estimé que la mort de Haniyeh pourrait « *embraser toute la région* ».

En Cisjordanie, des manifestations de protestation ont eu lieu, les organisations palestiniennes et des syndicats ont appelé à la grève générale le 31 juillet. A Jérusalem Est, les boutiques sont fermées en signe de deuil. « Ce qui se passe n'est dans l'intérêt ni d'Israël, ni des Palestiniens, ni du monde entier », dit un Palestinien de Jérusalem à France 24 ; « Trop c'est trop. Même les Juifs sont fatigués, et nous aussi », ajoute-t-il.

Des dignitaires sionistes de la coalition au pouvoir ont salué l'acte terroriste perpétré par leur gouvernement.

Tout cela confirme que Netanyahu ne veut absolument pas la paix, mais la poursuite de la guerre, quel qu'en soit le prix, est qu'il est prêt à entraîner ses alliés dans une guerre plus large, dans un embrasement régional.

En Conclusion

Le Parti Révolutionnaire Communistes dénonce l'assassinat de dirigeants des forces de la Résistance palestinienne, si éloignés soient-ils du marxisme, ce qui était le cas de Haniyeh. Il dénonce la poursuite de la guerre, les risques d'embrasement voulus par les seuls sionistes.

Malgré tous les moyens déployés pour faire taire la solidarité avec les Palestiniens, malgré une « *information* » verrouillée, personne, ni *media*, ni gouvernement occidental ne peut empêcher les travailleurs, la jeunesse, les peuples de savoir que la population de Gaza subit un génocide et de comprendre que la nature coloniale de l'État sioniste explique ce génocide et implique qu'il ne peut être partie prenante d'aucune véritable paix, il en est l'obstacle principal.

Nous continuons, inlassablement, de réclamer un cessez-le-feu immédiat et permanent, de même que l'accès libre aux humanitaires dans toute la Bande de Gaza, ou encore le retrait total des forces d'occupation de l'enclave. Mais, cela ne saurait suffire.

Une paix juste, c'est le démantèlement des colonies, le retour des réfugiés et un Etat palestinien réellement indépendant. Ce qui empêche une telle paix c'est l'existence d'un Etat colonial. Les travailleurs d'Israël ne peuvent être libres s'ils ne rompent pas avec le sionisme, s'ils continuent de se trouver objectivement dans le camp des colonisateurs. La solidarité avec la Palestine ne peut se contenter de phrases générales sur la paix. Il faut un Etat où tous les habitants jouissent des mêmes droits et puissent vivre ensemble, quelles que soient leur origine et leur religion en l'occurrence, un Etat palestinien démocratique.

C'est pourquoi, le Parti Révolutionnaire Communistes entend, malgré les obstacles, continuer de rassembler tous ceux qui veulent un cessez le feu immédiat pour que cesse le massacre des Palestiniens et se prononcent pour la paix. Pour nous, cela passe par le soutien aux revendications fondamentales du mouvement de libération nationale palestinien, surtout après l'assassinat d'un de ses dirigeants : fin immédiate de l'agression militaire sioniste, droit au retour des réfugiés et formation d'un État palestinien sur le territoire de la Palestine mandataire.